

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 07/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PAPETERIES DE DIJON**

3 rue de Romelet - ZI  
BP 35  
21601 Longvic Cedex  
21600 Longvic

Références : 0005401587 / 2023 - 306  
Code AIOT : 0005401587

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement PAPETERIES DE DIJON implanté 3, Rue Romelet - ZI CS 90035 21601 Longvic Cedex 21600 Longvic. L'inspection a été annoncée le 20/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPETERIES DE DIJON
- 3, Rue Romelet - ZI CS 90035 21601 Longvic Cedex 21600 Longvic

- Code AIOT : 0005401587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Papeterie de Dijon, implanté rue Romelet à Longvic est autorisée depuis le 23/04/1991, pour des activités de production d'emballages en standard pak comprenant notamment de la transformation de papier carton et de l'imprimerie. Le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral recodificatif le 9 mai 2012. Depuis le site a subi plusieurs évolutions notamment en 2021 avec la mise en place d'un nouveau procédé de fabrication des clichés. D'après le classement ICPE présenté par l'exploitant dans le cadre de la préparation à la présente inspection, le site est classée à Autorisation au titre de la rubrique 2450.A.a pour une quantité de 1400 kg/j.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Rejets Atmosphériques - Vitesse d'Emission	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.3.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 17/04/2020, article 1	/	Sans objet
2	Rejets Atmosphériques - Installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets Atmosphériques - Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.3	/	Sans objet
4	Rejets Atmosphériques des Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	Sans objet
5	Rejets Atmosphériques - PGS à réaliser	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet
6	Rejets Atmosphériques - Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28	/	Sans objet
7	Rejets Atmosphériques - COVNM	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.a	/	Sans objet
8	Rejets Atmosphériques - COV Annexe III	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.b	/	Sans objet
9	Rejets Atmosphériques - Substance à mention de danger	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.c	/	Sans objet
10	Rejets Atmosphériques - COV et Ammoniac	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.5	/	Sans objet
11	Rejets Atmosphériques - COVNM dans l'Imprimerie	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30.19	/	Sans objet
14	Accidentel	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 7.3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement menée, une attention devra être apportée aux vitesses dejection. L'exploitant pourra utilement compléter son plan de gestion solvant par les observations du point de contrôle n°6.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Listes des installations et rubriques ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf. tableau en annexe 1
<b>Constats :</b> L'exploitant a envoyé un tableau de son classement ICPE mise à jour le 20/04/2023. Le classement du site aux rubriques 2450, 2445, 2661, 2662, 2921, 1185, 2910, 2925 est inchangé. Du fait de l'évolution de la rubrique, le classement à la rubrique 1510 reste le même (E) mais le volume à prendre en compte passe de 130784 m3 à 167595 m3. Le site a procédé à la demande d'antériorité sur cette rubrique le 10/03/2023. Le site présente une nouvelle activité classé DC pour rubrique 4718.2.b (mise en place d'une cuve de GPL), cette évolution a fait l'objet d'un porter à connaissance en date du 22/12/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Rejets Atmosphériques - Installations raccordées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduits et Installations raccordées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf. tableau en annexe 2
<b>Constats :</b> Les installations décrites à l'article 3.2.2 de l'arrêté d'autorisation ne correspondent plus au fonctionnement actuel du site. Des modifications ont été portées à la connaissance du préfet le 08 octobre 2021.
<b>Observations :</b> Le porter à connaissance déposé le 8 octobre 2021 est en cours d'instruction. Un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé au préfet pour mise à jour de la situation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Rejets Atmosphériques - Conditions générales de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions générales de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf. tableau en annexe 3
<b>Constats :</b> Les équipements décrit à l'article 3.2.3 ont fait l'objet de modifications présentées dans le porter à connaissance de 2021.
<b>Observations :</b> Le porter à connaissance de 2021 est en cours d'instruction et fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire à venir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Rejets Atmosphériques des Chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La valeur limite d'émission sont pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- CO : 100 mg/Nm3 un équipement fonctionnant au Gaz naturel ou au GPL;</li><li>- NOx : 100 mg/Nm3 un équipement fonctionnant au Gaz naturel et 150 mg/Nm3 un équipement fonctionnant au GPL;</li><li>- SO2 : 5 mg/Nm3 pour un équipement fonctionnant au GPL;</li></ul> Pas de VLE pour les poussières pour les équipements fonctionnant au Gaz Naturel ou au GPL.
<b>Constats :</b> L'exploitant a remis le rapport d'analyse pour les deux bâtiments chaufferies dits bat 70 et 89 en date du 03 mars au 04 mars 2022 (N° de rapport : 12544569-001-1). Le rapport ne fait pas part de non-conformités. L'inspection n'a pas d'observation.
<b>Observations :</b> L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le changement de combustible opéré fin d'année 2022 et l'évolution des VLE correspondantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Rejets Atmosphériques - PGS à réaliser**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Application des VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> La consommation de solvant (C) est égale à la quantité de solvant achetée et mis en oeuvre (I1) moins la quantité de solvants récupérée en vue d'une réutilisation (O8). Dans le Plan de Gestion Solvant (PGS) 2022 que l'exploitant a transmis dans le cadre de la présente inspection, la quantité totale de solvants achetée est de : I1 = 18 550,75 kg/an de solvant soit 18,5t/an. O8 = 4234 kg/an, par conséquent C = 14317 kg/an. La consommation de solvant se répartit comme suit : - Consommation sur la ligne Prepress : 7219 kg/an, - Consommation sur la ligne Impression : 7098 kg/an.  Sur GEREP, la quantité déclarée pour l'année 2022 de Consommation annuelle de solvants (en tonnes) est bien de 14,317 T/an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Rejets Atmosphériques - Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Application des VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas où une installation rejette le même polluant par divers rejets canalisés, les dispositions de l'article 27 s'appliquent à chaque rejet canalisé dès lors que le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus dépasse le seuil fixé à l'article 27.</p>
<p><b>Constats :</b> D'après les informations présentées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance (PAC) 2020, le site comprend 14 conduits de rejet (les conduits sont numérotés de 1 à 20, dans le cadre des modifications faisant l'objet du PAC 2020, les conduits n°5, 6, 13, 14 et 15 ont été supprimés, les conduits 3 et 4 ont été regroupés sous l'appellation conduit n°3 et les conduits 16 à 20 ont été rajoutés).</p> <p>Dans le cadre de la présente inspection, l'exploitant a expliqué que les rejets des conduits n° 7, 16 à 19 sont traités via l'oxydateur thermique (conduit n°20).</p> <p>Les analyses des paramètres demandés à l'article 27 sont présentées dans les rapports d'analyses suivants qui ont été transmis à l'inspection dans le cadre de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour la chaufferie 70 et la chaufferie 89 : Rapport d'essais ref. 12544569-001-1 du 13/04/2022 correspondant aux conduits n°1, 2 (chaufferie 70) et 3 (Chaufferie 89) ;</li> <li>• Pour les rejets des installations VTV1 (conduit n°8), VTV2 (conduit n°9), Laminoir externe (conduit n°10), Laminoir interne (conduit n°12), Laminoir sandwich (conduit n°11) : Rapport d'essais ref. N°E17495842301R002 du 07/02/2023;</li> <li>• Pour les rejets de l'oxydateur thermique dit RTO (conduit n°20): Rapport d'essai ref. N°E17495842301R001 du 07/02/2023.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Afin de faciliter la compréhension du fonctionnement du site, le PGS pourra utilement être complété par l'exploitant par la description des équipements raccordés par point de rejet et un synoptique des installations raccordées par cheminée. Les heures de fonctionnement pour chacune des files de production seront précisés. Le détail du suivi des consommations de produits (I1) sera disponible sous forme d'un registre. Le détail du calcul de I2 sera précisé en indiquant notamment si la régénération est faite sur site ou hors site (par l'exploitant ou non) et quelles sont les performances de la régénération (rendement, pertes, qualité du solvant et nombre de régénérations possibles).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Rejets Atmosphériques - COVNM

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>7 - Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</p> <p>Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m<sup>3</sup> ou 50 mg/m<sup>3</sup> si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue aux articles R. 512-6 et R. 512-8 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant examine notamment la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH<sub>4</sub>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- NO<sub>x</sub> (1) (en équivalent NO<sub>2</sub>) : 100 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>- CH<sub>4</sub> : 50 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>- CO : 100 mg/m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites relatives à l'oxydation sont également applicables aux installations visées aux 19° à 35° de l'article 30 du présent arrêté, sauf si les valeurs limites spécifiées par les 19° à 36° de l'article 30 du présent arrêté sont plus sévères.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection les fichiers et rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• "1-PGS2022-Usine.xlsx"</li> <li>• "1b-CalculsCOV.xlsx"</li> <li>• "1c-2023 Registre Produits Chimiques.xlsm"</li> <li>• "3c-R12544569-001-1_Rapport_final.pdf" correspondant aux mesures réalisées sur les cheminées des chaudières;</li> <li>• "3b-E17495842301R001_RTO.pdf" correspondant aux mesures réalisées sur l'oxydateur thermique;</li> <li>• "3a-E17495842301R002_VTV1 - VTV2 - LAMINOIRES.pdf" correspondant aux mesures réalisées sur les rejets des laminoirs et de la flexographie (VTV).</li> </ul> <p>Il est recommandé que le PGS comprenne une description des installations, cela facilite la compréhension des calculs réalisés.</p> <p>Dans le fichier "1b-CalculsCOV.xlsx", il apparaît que le flux en COV total est de 0,521 kgC/h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Rejets Atmosphériques - COV Annexe III

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE COV Solvant annexe III
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m<sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p><b>Constats :</b> Le fichier "1b-Calculs COV.xlsx" précise que les COV de l'Annexe III émis sur site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• acroleine;</li> <li>• formaldéhyde;</li> <li>• acétaldéhyde;</li> <li>• acide acrylique.</li> </ul> <p>Le flux total de COV de l'Annexe III est estimé à 0,014 kg/h pour l'année 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Rejets Atmosphériques - Substance à mention de danger

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE COV Solant à mention de danger
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m<sup>3</sup> en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>

<p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m<sup>3</sup> est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> Le fichier "1b-CalculsCOV.xlsx" précise que les produits à mention de danger émis sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• FORMALDEHYDE 50-00-0 (H350/H341);</li> <li>• ACETALDEHYDE 75-07-0 (H351)</li> </ul> <p>• Concernant les produits à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, le site présente uniquement du Formaldéhyde. Le flux de Formaldéhyde est de 8,725 g/h pour l'année 2022. La VLE correspondant à la mention de danger H350 ne s'applique donc pas car le flux en H350 est inférieure à 10 g/h.</p> <p>Pour information , la concentration moyenne sur la globalité du site en Formaldéhyde est de 0,745 mg/Nm<sup>3</sup> Les rejets en Formaldéhyde sont réalisées sur les cheminées suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°10 (Laminoir 4 EWP Externe) : la concentration maximale mesurée est de 0,6971 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>- n°11 (Laminoir 4 EWP Sandwich) : la concentration maximale mesurée est de 1,3858 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>- n°12 (Laminoir 4 EWP Interne) : la concentration maximale mesurée est de 0,2751 mg/Nm<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>• Concernant les produits à mention de danger H341 ou H351 sont présents sur site le Formaldéhyde et l'Acétaldéhyde. Le flux d'Acétaldéhyde est de 5,047 g/h pour l'année 2022, soit un flux total en H341-H351 de 13,772 g/h ce dernier étant inférieur à 100 g/h, la VLE correspondante ne s'applique pas non plus.</p> <p>Pour information, la concentration moyenne sur la globalité du site en Acétaldéhyde est de 0,431 mg/Nm<sup>3</sup>. Les rejets en Acétaldéhyde sont réalisées sur les cheminées suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- n°10 (Laminoir 4 EWP Externe) : la concentration maximale mesurée est de 0,5005 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>- n°11 (Laminoir 4 EWP Sandwich) : la concentration maximale mesurée est de 0,6656 mg/Nm<sup>3</sup>,</li> <li>- n°12 (Laminoir 4 EWP Interne) : la concentration maximale mesurée est de 0,1136 mg/Nm<sup>3</sup>.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le flux annuel maximum en COV est limité à 9 t/an.</p> <p>L'ensemble des rejets visés ci-dessus respectent simultanément les valeurs ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- COV Totaux : 1 kg/h flux de tous les émissaires ; 110 mg/Nm3 concentration maximum et par émissaire (mg/Nm 3) ;</li> <li>- COV de l'annexe III de l'AM du 02/02/1998 : 0,2 kg/h de flux pour tous les émissaires ; 20 mg/Nm3 concentration maximum et par émissaire (mg/Nm 3) ;</li> <li>- Ammoniac : 0,2 kg/h de flux pour tous les émissaires ; 50 mg/Nm3 concentration maximum et par émissaire (mg/Nm 3) ;</li> </ul> <p>De plus, pour les 2 lignes d'impression, la concentration en COV non méthanique sera limitée à 75 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>L'usage de substances à phases de risques R45, R46, R29, R60, R61 et halogénés étiquetés R40 est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b> D'après les indications du fichier "1-PGS2022-Usine.xlsx", le flux annuel maximal en COV est estimé pour l'année 2022 est 4,9 t en émission totale dont 1,99 t en émission diffuse.</p> <p>Pour l'année 2022, d'après le fichier "1b-CalculsCOV.xlsx", le flux en COV total est de 0,521 kgC/h. Les concentrations par émissaire en COVtotal sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour le rejet prepress aval RTO : 2,2 mgC/Nm3</li> <li>• pour le rejet prepress VTV1 (Quadri LVC) (moyenne des 3 essais): 4,4 mgC/Nm3</li> <li>• pour le rejet prepress VTV2 (Quadri LVC) (moyenne des 3 essais) : 3,8 mgC/Nm3</li> <li>• pour le rejet prepress Lam4 I (Fossil 100 %) (moyenne des 3 essais) : 20,4 mgC/Nm3</li> <li>• pour le rejet prepress Lam4 L (moyenne des 3 essais) : 70,5 mgC/Nm3</li> <li>• pour le rejet prepress Lam4 D (moyenne des 3 essais) : 27,4 mgC/Nm3.</li> </ul> <p>Pour les COV de l'annexe III, le flux total est de 0,014 kg/h. Les concentrations par émissaire sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conduit n°10 (Laminoir 4 EWP Externe) : 1,23 mg/Nm3</li> <li>• conduit n° 11 (Laminoir 4 EWP Sandwich) : 2,05 mg/Nm3</li> <li>• conduit n°12 (Laminoir 4 EWP Interne) : 0,39 mg/Nm3.</li> </ul> <p>Pour l'Ammoniac, le flux total est de 0,078 kg/h. Les concentrations par émissaire sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conduit n°8 (Imprimante VT Flex 1): 3,6 mg/Nm3</li> <li>• conduit n°9 (Imprimante VT Flex 2) : 3,3 mg/Nm3.</li> </ul> <p>La concentration en COVNM pour les lignes d'impression (VTV Flex 1 et 2) sont données par le rapport de mesures "1a-E17495842301R002_VTV1_VTV2_Laminoires.pdf":</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conduit n°8 (Imprimante VT Flex 1) dit VTV1 : 2,5 mg/m3</li> <li>• conduit n°9 (Imprimante VT Flex 2) dit VTV2 : 2,1 mg/m3.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Rejets Atmosphériques - COVNM dans l'Imprimerie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30.19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>19 - Imprimerie : Impression sur rotative offset à sécheur thermique : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 15 mg/m3.</p> <p>Si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses.</p> <p>[...]</p> <p>Autres ateliers d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, impression sérigraphique en rotative sur textiles/cartons : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m3.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :</p> <p>25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an ;</p> <p>20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.</p>
<p><b>Constats :</b> Les concentrations en COVNM ont été mesurées sur les conduits n°8, 9 et 20, soit sur les sorties des deux lignes d'impression et en sortie de l'oxydateur respectivement.</p> <p>Les rapports d'analyses "3a-E17495842301R002_VTV1 - VTV2 - LAMINOIRES" et "3b-E17495842301R001_RTO" montrent que les concentrations en COVNM sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conduit n°8 Imprimante VTT Flex 1 (dit VTV1) : 2,5 mg/m3</li> <li>• conduit n°9 Imprimante VTT Flex 2 (dit VTV2) : 2,2 mg/m3</li> <li>• conduit n°20 RTO (oxydateur thermique) Aval : 2 mg/m3.</li> </ul> <p>D'après le fichier "1-PGS2022-Usine", la consommation totale de solvant pour l'année 2022 est de 14,3 T. D'après ce même fichier, les émissions diffuses représentent 2,09% des émissions totales.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Rejets Atmosphériques - Vitesse d'Emission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions générales de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduit n°1 Chaudière n°1 de la Chaufferie 70 (dit n°1) : Vitesse mini d'éjection : 5 m/s</li> <li>- Conduit n°2 Chaudière n°2 de la Chaufferie 70 (dit n°1) : Vitesse mini d'éjection : 5 m/s</li> <li>- Conduit n°3 Chaudière n°1 de la chaufferie 89 (dit n°1) : Vitesse mini d'éjection : 5 m/s</li> <li>- Conduit n°4 Chaudière n°2 de la chaufferie 89 (dit n°2) : Vitesse mini d'éjection : 5 m/s</li> <li>- Conduit n°8 Imprimante VTT Flex 1 (dit VTV1) : Vitesse mini d'éjection : 8 m/s, débit nominal : 14000 Nm<sup>3</sup>/h;</li> <li>- Conduit n°9 Imprimante VTT Flex 2 (dit VTV2) : Vitesse mini d'éjection : 8 m/s, débit nominal : 13000 Nm<sup>3</sup>/h;</li> <li>- Conduit n°10 Laminoir4 EWP Externe : Vitesse mini d'éjection : 8 m/s, débit nominal : 6000 Nm<sup>3</sup>/h;</li> <li>- Conduit n°11 Laminoir4 EWP Sandwich: : Vitesse mini d'éjection : 8 m/s, débit nominal : 6000 Nm<sup>3</sup>/h;</li> <li>- Conduit n°12 Laminoir4 EWP Interne : Vitesse mini d'éjection : 8 m/s, débit nominal : 6000 Nm<sup>3</sup>/h;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> D'après les rapports d'analyses "3a-E17495842301R002_VTV1 - VTV2 - LAMINOIRES", "3b-E17495842301R001_RTO", "3c-R12544569-001-1_Rapport_final", les débits et vitesses d'éjection mesurées en 2022 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduit n°1 - Chaudière n°1 de la Chaufferie 70 (dit n°1) : 1545 m<sup>3</sup>/h, 5,2 m/s</li> <li>• Conduit n°2 - Chaudière n°2 de la Chaufferie 70 (dit n°1) : 725 m<sup>3</sup>/h, 4,1 m/s</li> <li>• Conduit n°3 - Chaudière n°1 de la chaufferie 89 (dit n°1) : 1558 m<sup>3</sup>/h, 3,2 m/s</li> <li>• Conduit n°4 - Chaudière n°2 de la chaufferie 89 (dit n°2) : 1300 m<sup>3</sup>/h, 2,6 m/s</li> <li>• Conduit n°8 - Imprimante VTT Flex 1 (dit VTV1) : 8700 m<sup>3</sup>/h, 12,2 m/s</li> <li>• Conduit n°9 - Imprimante VTT Flex 2 (dit VTV2) : 14200 m<sup>3</sup>/h, 19,3 m/s</li> <li>• Conduit n°10 - Laminoir4 EWP Externe : 5540 m<sup>3</sup>/h, 18,2 m/s</li> <li>• Conduit n°11 - Laminoir4 EWP Sandwich : 2850 m<sup>3</sup>/h, 9,4 m/s</li> <li>• Conduit n°12 - Laminoir4 EWP Interne : 3320 m<sup>3</sup>/h, 10,8 m/s</li> <li>• Conduit n°20 - RTO (oxydateur thermique) Aval : 3320 m<sup>3</sup>/h, 10,8 m/s</li> </ul> <p><b>NON-CONFORMITÉ n°1 :</b>  Les vitesses d'éjection sont inférieures aux vitesses minimales d'éjection prescrites sur les conduits n°2, 3 et 4. Les débits mesurés sont non conformes, c'est-à-dire ne sont pas du même ordre de grandeur que le débit nominal prescrit, sur les conduits n°8, 11 et 12.</p>
<p><b>Observations :</b> Dans le cadre des travaux déclarés dans le porter à connaissance de 2021, les conduits n°5, 6, 13, 14 et 15 ont été supprimés. Les conduits n°16, 17, 18, 19 et 20 ont été créés, sachant que les conduits 16 à 19 et le conduit n°7 sont raccordés sur l'oxydateur thermiques (conduit n°20).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables avec le voisinages et l'environnement (phase de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer,</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;</li> <li>- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le POI a été mis à jour et a été transmis à l'inspection le 28/04/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet